

Les juges de la CPI anticipent les espoirs d'une enquête rapide sur les crimes de guerre israéliens

Description

Par Maureen Clare Murphy, 22 janvier 2020



Benjamin Netanyahu s'est engagé à annexer Israël toutes les colonies de Cisjordanie s'il gagne les prochaines élections. (Ryan Ridrick Beiler / ActiveStills)

Les juges de la Cour Pénale Internationale viennent de renverser tout espoir d'une enquête expéditive sur les crimes de guerre en Palestine.

Pendant ce temps, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu utilise cette semaine le forum sur l'Holocauste à Jérusalem pour rameuter des dirigeants internationaux dans sa campagne contre la Cour.

Mardi, une chambre préliminaire a émis une décision primant la procureure générale Fatou Bensouda pour avoir dépassé la limite de pages dans sa requête pour un verdict sur la compétence judiciaire en Cisjordanie et dans la Bande Gaza occupées.

Israël, qui contrôle effectivement ces territoires, n'est pas signataire du Statut de Rome et n'est donc pas membre du Tribunal Pénal International. L'État rejette vigoureusement la compétence juridique en Cisjordanie et à Gaza.

L'État de Palestine, qui a fait appel au TPI pour qu'il enquête sur Israël, est un des signataires du Statut de Rome mais n'a pas la souveraineté sur la Cisjordanie et Gaza qui sont occupées par Israël.

La demande de Bensouda d'une décision de compétence judiciaire a été faite le 20 décembre, lorsque la procureure générale a annoncé la conclusion de son examen préliminaire de la situation en Palestine qui a débuté en janvier 2015.

Cet enregistrement a totalisé 112 pages, alors que le règlement du tribunal limite ce genre de requêtes à 30 pages. Le 23 décembre, Bensouda a enregistré des commentaires supplémentaires à ses arguments juridiques publiés par le gouvernement israélien pour rejeter la compétence judiciaire qui représentent 50 pages supplémentaires.

La décision de mardi émise par la chambre préliminaire accepte que la requête que Bensouda doit soumettre puisse atteindre le nombre de 110 pages, étant donné la nature, la nouveauté

et la complexité de la question de la compétence judiciaire en Palestine.

Mais les juges demandent que Bensouda soumette un nouveau sa requête pour la compétence judiciaire, repoussant plus tard le lancement de toute enquête pour crimes de guerre.

Cette même chambre préliminaire déterminera si la Cour a la compétence pour juger des crimes de guerre en Cisjordanie et à Gaza. Bien qu'une enquête ait été recommandée par Bensouda, les juges pourraient empêcher qu'elle ait lieu.

Netanyahou fait campagne contre le tribunal

Cette incertitude n'a pas empêché Israël de passer à l'offensive contre la Cour, ses dirigeants accusant d'antisémitisme.

Netanyahou a appelé à un soulèvement contre la Cour cette semaine au cours d'une interview avec une importante chaîne de télévision des Chrétiens évangéliques diffusée aux Etats Unis.

Netanyahou a exhorté les téléspectateurs à demander des sanctions contre la Cour.

« Fondamentalement, il attaque tout Israël fait frontalement les démocraties, à la fois le droit des démocraties à se défendre et le droit d'Israël et le droit du peuple juif à vivre sur sa terre ancestrale », a dit Netanyahou.

Il a invoqué l'Holocauste et a dit que « les tentatives de destruction du peuple juif n'ont pas disparu. L'Iran déclare ouvertement tous les jours qu'il veut balayer Israël de la surface de la terre ».

Netanyahou se sert aussi du Cinquième Forum International de l'Holocauste, jeudi à Jérusalem, pour pousser les dirigeants internationaux à soutenir publiquement la position d'Israël contre la compétence judiciaire de la Cour Pénale Internationale.

On attend des dizaines de dirigeants étrangers au forum qui commémore le 75^{ème} anniversaire de la libération du camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau.

Le quotidien de Tel Aviv *Haaretz* en a parlé comme de « la plus grande délégation diplomatique qui soit jamais venue en Israël, à l'exception des funérailles des anciens premiers ministres Yitzhak Rabin et Shimon Peres ».

Le journal a critiqué « ces derniers mois, Israël a mené une campagne pour obtenir un soutien politique à sa position » contre la compétence judiciaire de la Cour Pénale Internationale en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza.

« Netanyahou a pris contact avec plusieurs dirigeants étrangers, mais seuls quelques uns ont accédé à sa demande ou ont indiqué qu'ils le pourraient », a ajouté *Haaretz*.

Les Etats Unis se sont longtemps opposés à toute enquête en Israël, ou sur les forces américaines en Afghanistan, menaçant de sanctions des personnalités de la Cour. Au début de l'année dernière, ils ont retiré son visa d'entrée à Bensouda.

Lâ??Australie a dit que la recommandation de Bensouda dâ??enquÃªter pour crimes de guerre Â« lâ??inquiÃ©tait Â» et quâ??elle ne reconnaÃ®t pas lâ??Ã©tat de Palestine.

Le gouvernement de Hongrie a dÃ©clarÃ© que Â« la position Â» dâ??IsraÃ«l Â« concernant le manque de compÃ©tence de la Cour PÃ©nale Internationale dans ce cas lÃ est justifiÃ©e Â».

Lâ??Allemagne a Ã©tÃ© plus circonspecte, sâ??en remettant au processus judiciaire, tandis que le Canada a dit que Â« il nâ??y a pas dâ??Ã©tat palestinien et que, par consÃ©quent, nous ne reconnaissons pas le fait quâ??il puisse bÃ©nÃ©ficier des traitÃ©s internationaux Â».

Aucun autre Etat nâ??a rÃ©pondu Ã la demande de Netanyahu, selon *Haaretz*.

Netanyahu double la mise sur les crimes de guerre

Mardi, Netanyahu a jurÃ© dâ??annexer unilatÃ©ralement toutes les colonies israÃ©liennes de Cisjordanie sâ??il gagne les prochaines Ã©lections.

Cette promesse a Ã©tÃ© faite par le premier ministre aprÃ¨s que son rival Benny Gantz se soit engagÃ© Ã annexer la VallÃ©e du Jourdain en Cisjordanie avec lâ??accord de la communautÃ© internationale.

Les prÃ©cÃ©dents engagements de Netanyahu dâ??annexer des pans de la Cisjordanie, dont la VallÃ©e du Jourdain, sont soulignÃ©s dans la requÃªte de la Cour PÃ©nale Internationale pour une dÃ©cision de compÃ©tence.

Â« MalgrÃ© les demandes claires et insistantes pour quâ??IsraÃ«l mette fin Ã ses activitÃ©s, jugÃ©es contraires au droit international, dans le Territoire Palestinien OccupÃ©, on ne voit aucun signe quâ??il y mette fin Â», dÃ©clare-t-elle.

Â« Au contraire, on perÃ§oit des signes comme quoi elles pourraient non seulement continuer, mais comme quoi IsraÃ«l chercherait Ã annexer ces territoires Â», ajoute Bensouda.

Â« En aoÃ»t et septembre 2019, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a jurÃ© dâ??annexer de grandes parties de la Cisjordanie sâ??il est rÃ©Ã©lu. Â»

Traduction : J. Ch. pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date crÃ©Ã©e
2020/01/27